

*Le budget—M. Garneau*

le pays, lequel était en bonne voie lorsque le gouvernement a pris le pouvoir en septembre 1984. De ce côté-ci de la Chambre, nous en avons averti le ministre. J'ai fait un discours pour prévenir le ministre que ces énormes augmentations d'impôt auraient des répercussions dans 12 ou 18 mois, et c'est ce qui se passe maintenant. Ces énormes augmentations d'impôt ont diminué le pouvoir d'achat des consommateurs. Maintenant ils ont moins d'argent à dépenser et nous en constatons les conséquences sur l'économie et en particulier sur la création d'emplois.

Je voudrais être plus explicite. Lorsqu'on considère les régions du Canada, le taux de chômage à Terre-Neuve au plus fort de la récession de 1982 s'élevait à 16,8 p. 100 et il atteint maintenant, en janvier 1987, 19,2 p. 100. C'est une augmentation sensible du chômage, pas une diminution comme le gouvernement voudrait nous le faire croire.

En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'il se passe la même chose dans beaucoup de régions d'un bout à l'autre du Canada. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, le chômage est passé de 12,9 p. 100 en 1982 à 14,6 p. 100 en janvier 1987. Ce n'est pas une diminution, mais une augmentation. En Nouvelle-Écosse, le taux de chômage a augmenté de 13,2 p. 100 à 14,3 p. 100 au cours de la même période. En Alberta, il est passé de 7,7 p. 100 à 10,8 p. 100, en Colombie-Britannique, comme mon leader ne le sait que trop, j'en suis sûr, le chômage était de 12,1 p. 100 au moment de la crise économique de 1982 et a atteint 13,6 p. 100. En d'autres termes, le chômage dans l'Est comme dans l'Ouest s'est aggravé aujourd'hui par rapport à 1982 qui a été le point culminant de la récession mondiale.

Il faut être honnête. Les Canadiens qui habitent à Saint-Jean de Terre-Neuve, à Charlottetown, à Halifax, à Québec, à Calgary et à Vancouver savent que les régions du Canada connaissent actuellement une récession aussi grave que celle dont le Canada et le monde ont souffert en 1982. Le ministre nous dit dans son budget que tout va bien parce qu'une région du Canada, le Golden Horseshoe, n'a pas de problèmes. Est-ce la version conservatrice de «ce qui est bon pour General Motors l'est aussi pour les États-Unis»? Dans cette situation, il est nécessaire d'agir et pas de faire d'autres promesses en l'air.

• (1130)

Le gouvernement doit absolument faire davantage pour les régions, notamment pour les agriculteurs en difficultés, les pêcheurs, les exploitants de scierie et notre industrie énergétique. Nous, libéraux, sommes pour l'égalité des chances dans toutes les régions de notre grand pays. Le Canada n'est pas plus fort économiquement que son maillon régional le plus faible, et nous sommes donc persuadés que nos concitoyens attendent bien davantage de leur gouvernement sur ce chapitre.

Permettez-moi de dresser le bilan désastreux du gouvernement dans le domaine du développement régional. Après avoir tourné commodément la page sur la plupart de ses promesses électorales, qu'a fait le gouvernement du premier ministre le lendemain des élections? Il a tout d'abord sabré dans le budget du développement régional, voilà ce qu'il a fait. L'enveloppe budgétaire du développement économique régional s'élevait à 14,9 milliards de dollars en 1984-1985. Elle serait réduite à 9,1 milliards de dollars aujourd'hui n'eût été le programme d'aide aux producteurs de grain déjà annoncé par le gouvernement.

Malgré ce programme, les subventions au développement économique régional n'en sont pas moins passées de 14,9 milliards à 12 milliards de dollars. C'est donc une compression de près de 3 milliards de dollars en moins de trois ans de gouvernement conservateur. Le gouvernement a bien des comptes à rendre à la population quand on songe aux besoins criants de nos régions.

Il ne s'est pas contenté de ces compressions pour aggraver encore davantage le sort de nos régions. Personne n'a oublié le budget précédent du ministre des Finances qui supprimait progressivement, sauf dans les Maritimes, les stimulants au développement régional consentis sous la forme de crédits d'impôt à l'investissement. Autrement dit, sans tenir au préalable de consultations ni de débat public, le gouvernement a supprimé les deux principaux éléments de la stratégie que les gouvernements libéraux précédents avaient adoptée en matière de développement régional. Les a-t-il remplacés par une meilleure stratégie? Pas du tout. Il a abandonné les régions à leur sort. Deux mots suffisent pour qualifier l'absence de stratégie du gouvernement à l'égard du développement régional: le laissez-faire.

Le gouvernement s'imagine que les lois du marché remédieront aux disparités régionales. Voyons quels sont les résultats de cette politique sur les investissements du secteur privé. Selon une étude réalisée par le ministère de l'Expansion industrielle régionale, dont les conclusions ont été publiées le 12 janvier 1987, les entreprises canadiennes comptent à peine augmenter, en 1987, leurs investissements qui avaient baissé en 1986. Nous ne sommes même pas encore remontés au niveau des investissements de 1985. On comprend mal, par conséquent, que les lois du marché puissent redresser les disparités économiques régionales.

Examinons maintenant de plus près la tendance régionale des projets d'investissement des entreprises, qui est encore plus sombre. A Terre-Neuve, les entrepreneurs projettent de réduire leurs investissements de 23 p. 100, après les avoir déjà comprimés de 20 p. 100 en 1986. Les entrepreneurs de la Nouvelle-Écosse réduiront les leurs de 16 p. 100, alors que ceux-ci avaient baissé de 15 p. 100 l'année précédente. Dans les Territoires du Nord-Ouest, la situation est catastrophique. Les grands entrepreneurs, qui ont dépensé 388 millions de dollars en 1985, prévoient n'investir que 59 millions en 1987. L'avenir est loin d'être encourageant pour les économies régionales qui devront se débrouiller tant bien que mal cette année encore sans l'aide du gouvernement fédéral.

Que se passe-t-il dans le secteur énergétique? Le gouvernement ose encore hausser la taxe de 1c. le litre d'essence. Il n'offre pourtant aucun programme d'aide aux producteurs. Mes collègues et l'ensemble des Canadiens constatent, comme moi, que cette politique du laissez-faire ne produit rien de bon; ce n'est qu'un prétexte à l'inaction de la part d'un gouvernement conservateur à la fois dogmatique et insensible.

[Français]

Monsieur le Président, un autre problème qui inquiète un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes, c'est celui de la pauvreté. Les soupes populaires sont devenues monnaie courante sous ce gouvernement et on ne semble pas réaliser l'importance que cela prend dans nos sociétés, particulièrement